Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 12 (2005)
Heft: 2

Artikel: De la violence domestique = Häusliche Gewalt
Autor: Opitz, Claudia / Studer, Brigitte / Sardet, Frédéric
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-28430

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DE LA VIOLENCE DOMESTIQUE

La violence est un sujet d'actualité, non seulement dans la presse quotidienne, mais aussi dans la recherche historique. Depuis près d'une dizaine d'années, à la suite du «tournant culturel», celle-ci s'est réorientée. Il est apparu notamment que les formes de la violence et les comportements violents ne peuvent plus se réduire au couple victime/coupable; de même, le binôme violence structurelle vs violence accidentelle, ou celui opposant la violence en tant que phénomène social périphérique à la violence comme condition centrale du pouvoir ne sauraient suffire comme schèmes explicatifs.

Bien plus voit-on naître de nouvelles perspectives pour l'analyse des usages de la violence. Conçue comme une forme habituelle et généralisée des comportements humains, surtout dans les sociétés pré-modernes, la violence fait figure de «modèle primitif des échanges directs et personnels», voire d'«expression de la joie de vivre». Ces nouvelles analyses et évaluations de la violence ont conduit à une contextualisation radicale de la violence en tant qu'interaction symbolique, servant notamment à la construction des hiérarchies et des différences entre genres.[1]

L'observation et l'analyse des comportements violents révèlent que les lieux et les acteurs jouent un rôle primordial. Dans ces conditions, on comprendra qu'il faille, vu l'extrême variété des points de vue sur la violence, différencier clairement les types de comportements, les circonstances comme la manière dont s'exerce la violence.

Il est ainsi possible de différencier une violence dite «publique» (souvent caractérisée par des formes ritualisées) d'une violence «non publique». Cette distinction prend sens non seulement dans un contexte de violence militaire, mais aussi lors de bagarres dans les établissements publics, qu'il faut distinguer de la violence «cachée» – celle des attaques nocturnes comme celle perpétrée à l'intérieur du logis – laquelle peut donc être appréhendée sous le terme de violence «domestique». A cet égard, même si elles sont historiquement changeantes, les représentations des formes légitimes ou non de la violence par les contemporains – hommes ou femmes – sont cruciales.

Il faut notamment relever les différences considérables d'appréciation de la violence par les protagonistes eux-mêmes; les règles qui déterminent ce qui est permis de ce qui ne l'est pas, en terme de violence, varient fortement selon les groupes sociaux, le sexe ou les générations et évoluent aussi en fonction du contexte temporel et spatial.

L'une des controverses actuelles, touche la manière dont les femmes et les hommes ont été impliqués tant qualitativement que quantitativement dans les faits de violence. Les statistiques criminelles montrent selon le sexe une image extrêmement contrastée de la violence avec une continuité temporelle et spatiale étonnante. Ces statistiques traduisent une faible représentation des femmes dans les bagarres, les meurtres, les blessures corporelles graves ou même le vol mais présentent une surreprésentation évidente du sexe féminin dans les délits ayant entraîné la mort d'un enfant par avortement ou infanticide.

De tels chiffres se fondent toutefois, comme les études d'histoire du genre l'ont souligné à plusieurs reprises, sur une sexuation renforcée des délits et des poursuites pénales, des conditions sociales et des valeurs culturelles qui ne sont pas nécessairement liées à une forme objective des comportements propres à chaque sexe.[2]

Les recherches récentes soulignent d'ailleurs la nécessité de compléter les enquêtes statistiques par des études de cas contextualisées; elles plaident également pour une diversification de l'étude des lieux d'exercice de la violence et des environnements, au-delà d'une approche centrée sur la criminalité au sens le plus étroit du terme.[3] La question des sources est par là-même un vrai problème, notamment pour tout ce qui concerne la sphère domestique et/ou familiale jusqu'à présent très peu soumise au monopole de la violence par l'Etat.

Il ne s'agit pas seulement des effets en terme de sources d'une conception unilatérale du comportement conflictuel masculin ou disons, du caractère masculin des institutions et de leurs règles – comme dans le «déroulement de la violence publique» telles les bagarres et conflits d'honneur. Il y va aussi de la nature même des tribunaux qui conduit à des distorsions et des lacunes (également quantitatives) dans la production de sources.[4]

En outre, comme de récentes recherches l'ont démontré, les violences domestiques – conjugales ou sexuelles – conduisent plutôt à cacher, voire à voiler les comportements violents qu'à favoriser des débats publics. De là, des sources lacunaires ou des documents tout simplement muets sur la question. C'est une des raisons qui explique que la recherche sur la violence présente des lacunes plus ou moins systématiques sur la thématique de la violence domestique. On peut même dire que la violence domestique à caractère sexuel est restée page

blanche. Ce n'est qu'au cours des dernières décennies que beaucoup de pays d'Europe l'ont inscrite comme délit pénal, la représentation du «devoir conjugal» ayant si largement dominé que jusqu'à peu, aucune autorité étatique ne considéra possible ou nécessaire de prendre des mesures énergiques.

L'absence systématique de la violence dans la recherche menée jusqu'ici n'est pas seulement fondée sur le fait qu'il existait un flou définitionnel et conceptuel entre la violence envisagée comme pouvoir ou autorité et la violence comme faculté à agir violemment. Ce flou qui jusqu'à aujourd'hui – en allemand – est resté attaché à la notion de «violence» existait aussi dans d'autres espaces culturels et linguistiques.

Jusque tard dans l'époque moderne, le mari jouissait d'un «droit de punition» garanti juridiquement dont les frontières étaient certes toujours contestées mais qui a légitimé jusqu'à un certain point des actes violents contre l'épouse et les enfants (comme d'ailleurs aussi contre les domestiques et le personnel employé dépendant).[5] Depuis la fin des années 1970, les mouvements de femmes et avec eux la recherche féministe, ont apporté une nouvelle sensibilité et curiosité pour aller voir ce qui se passait derrière la barrière de la vie privée, en dépit des obstacles conceptuels et de la médiocrité des sources.[6] Cette recherche a montré que les frontières entre une violence «excessive» et «normalisée» sont floues et changeantes.

Elle a montré aussi que la non tolérance à certaines formes de violence et les conditions de leurs poursuites pénales dépendaient des perceptions sociales. Il ne suffit pas seulement de constater juridiquement un fait, il faut aussi que des normes et des pratiques sociales rendent possibles une utilisation appropriée du droit par les personnes concernées.

La perception de la violence domestique est aussi structurée par l'organisation sexuée de l'espace de vie. Même si la sphère domestique ou privée est assignée idéalement au sexe féminin, en général, la maison reste une possession masculine. Ce n'est que récemment que le monde politique a officialisé les délits de violence dans le mariage et le partenariat. Pour la première fois, des règlements de police cantonaux en Suisse ordonnent le renvoi des hommes violents hors du logis commun et n'obligent ainsi plus les femmes et les enfants à chercher refuge ailleurs.[7] C'est pourquoi, dans les contributions constitutives de ce volume consacré au thème de la «violence domestique», il s'agit à chaque fois de préciser d'abord, les possibilités et frontières d'une étude historique de ce thème (au moins depuis la Réforme).

L'analyse des sources judiciaires, notamment, offre la possibilité de jeter un regard sur les comportements et pratiques violentes dans la sphère domestique – même si cette observation est bornée par les points de vue institutionnels et aussi par bien des aveuglements.

En premier lieu, les conflits relationnels au sein du couple et les scénarios violents jouent un rôle central, parce que les dossiers criminels tirés des tribunaux les documentent au moins ponctuellement et/ou dans les cas extrêmes. Ainsi cette violence devient-elle historiquement saisissable. Par ailleurs, les brutalités et violences parentales (notamment maternelles) contre les enfants sont aussi appréhendables même si les répercussions de ces formes de violence sont nettement moins documentées dans les sources que les conflits conjugaux.[8] Brutalités et actes violents à connotation sexuelle ne sont pas documentés dans les deux constellations; la question reste ouverte de savoir dans quelle mesure ces brutalités (taboues) ne pouvaient être portées dans les débats lors des procès (publics) et/ou si le discours sur le «devoir conjugal», a pu faire apparaître comme légitime certains comportements, de sorte qu'aucune déclaration afférente à ce sujet ne pouvait être faite.[9]

En dépit des frontières étroites dessinées par le contexte juridique, les tribunaux ont constitué paradoxalement un lieu, où les expériences de violence pouvaient être thématisées par les protagonistes en observant règles sociales et procédurales. La mesure dans laquelle une femme ou éventuellement un homme pouvait s'élever avec succès contre la perspective juridique dominante, tenait certes à la capacité qu'elle ou il avait de traduire en mots la violence vécue ou exercée; mais elle tenait aussi aux normes du droit, à la jurisprudence du moment et aux représentations courantes de l'ordre du mariage et des hiérarchies sexuelles.

Dans sa contribution sur «le discours de la violence: la symbolique du corps dans les conflits conjugaux à l'époque moderne», Dorothea Nolde part d'une réflexion: en France, au 16e siècle, les violences conjugales pourraient se comprendre comme des actes symboliques, recourant, au-delà de la simple agression, à un langage spécifique, propre à chaque sexe et véhiculant des messages différents. Dans les cas de meurtre du mari qu'elle a pu examiner, les femmes auteures de violences comparaissent en justice presque aussi fréquemment que les hommes. Cependant, de telles violences ont été perpétrées, interprétées, traitées et jugées différemment selon le sexe. Dans presque toutes les sources judiciaires décrivant la violence féminine contre les époux, il est question d'attaques portées à la tête et/ou la gorge. Au vu des représentations contemporaines du pouvoir conjugal, exprimées par l'image de l'époux comme «chef» de la femme, l'attaque portée à la tête (le «chef») de l'époux symbolisait en même temps l'attaque frontale de son statut et de son pouvoir. En revanche, lorsqu'il était question de violence masculine contre les épouses, on constatait généralement une multiplicité de blessures qui visaient généralement tout le corps. De telles violences ne témoignent pas d'une attaque ciblée sur la personne et son statut, mais traduisent la faculté de disposer de force

du corps de la femme, comme cela a été ancré structurellement dans le droit de correction dont bénéficie alors l'époux. En conséquence, c'est pour cette raison que les verdicts énoncés suite à ces «actions symboliques» ont été différents (généralement plus sévères pour les femmes accusées).

Nicole Staremberg Goy aborde «la Maltraitance conjugale et pratique consistoriale lausannoise à l'époque des Lumières». A partir des procédures consistoriales lausannoises de la deuxième moitié du 18e siècle, elle analyse les cas de conflits et les violences conjugales qui y sont exposées. Cette cour mi-religieuse, mi-laïque devait combattre la luxure et protéger la vraie foi. Dans ce contexte, les tentatives de médiation entreprises par le consistoire sont autant d'efforts pour calmer les conflits conjugaux et pour veiller à la pérennité des mariages. Dans son étude Nicole Staremberg Goy analyse ces conflits dans la perspective des protagonistes: les époux, les épouses et les juges. Evidemment, les reproches «classiques» fournis depuis longtemps comme justification d'un mariage brisé, jouent toujours un grand rôle – ainsi l'épouse se plaindra de l'ivrognerie et de la violence de son époux, alors que l'époux soulignera le caractère querelleur et la mauvaise économie de son épouse. Au cours du 18e siècle, il est tangible qu'une argumentation remettant en question le droit de correction de l'époux gagne en poids à la cour consistoriale. La pratique juridique fait alors sienne l'idée que la violence maritale est inappropriée vu la faiblesse et la fragilité du sexe féminin («absolument contraire aux égards d'heus au sexe féminin»). Elle admet aussi que l'autorité de l'époux sur sa femme est à concevoir d'une autre manière que la violence, notamment grâce à la diffusion de publications typiques des Lumières. C'est ainsi que, vers la fin du 18e siècle, cette pratique conduit en tout cas à une nouvelle ou du moins à une redéfinition de la conception traditionnelle de la hiérarchie conjugale dans l'espace de souveraineté de la Ville et de la République Berne.

Fait intéressant, on rencontre une argumentation juridique semblable dans les dossiers judiciaires concernant les mariages à Lucerne au milieu du 20e siècle, dossiers étudiés ici par Sonja Matter. Toutefois, dans sa contribution intitulée «Séparation et violence dans le mariage d'après les procès lucernois des années 1940», c'est par les classes sociales que s'exhibe l'acceptabilité ou non de la violence conjugale, ce qui n'apparaît pas aussi clairement dans les dossiers du 18e siècle. La violence conjugale devient ici un phénomène propre aux classes inférieures de la société, que le tribunal ne sanctionne qu'avec beaucoup de réserve. En revanche les époux violents des classes sociales les plus élevées sont considérés «hors norme» et les épouses maltraitées trouvent dans les juges des alliés dans leur lutte contre l'inacceptable époux. La domination de l'époux sur sa femme n'est toutefois pas remise

fondamentalement en question; ce sont seulement les moyens pour faire valoir cette domination qui se doivent d'être dès lors non violents et purement «intellectuels».

Que la thématique de la violence domestique ait actuellement un caractère politique explosif non seulement en Suisse,[10] mais aussi en France, c'est ce que montre Réjane Sénac-Slawinski dans sa contribution sur les «violences dites domestiques». Son propos cherche à porter la discussion des frontières spatiales de la violence (c'est-à-dire «domestique» et/ou «non-public») à la délimitation de frontières identitaires. Sur la base des débats que la publication de l'enquête nationale sur la violence envers les femmes en France (ENVEFF)[11] a suscités au cours des dernières années, elle analyse le processus de transformation progressive de la violence domestique «dissimulée» et largement acceptée et devenue thème politique et «public» par excellence. Son étude montre clairement que la tolérance sociale à l'égard de la violence envers les femmes s'enracine dans l'acceptation implicite et profonde d'une inégalité «naturelle» des sexes conséquence directe de la domination masculine.[12]

La contribution de Claudia Töngi («Violence domestique envers les enfants dans le canton d'Uri durant la première moitié du 19e siècle») montre que la domination masculine dans le foyer ne conduit pas seulement à des violences contre la partenaire, mais touche aussi les autres membres de la maisonnée, avant tout les enfants livrés sans défense à la violence domestique.

Ces gestes violents accomplis derrière les murs du logement et dans le cadre familial furent si largement dissimulés au «public» que des tiers ou les autorités n'intervinrent que dans les cas de sévices très graves (par exemple lorsque l'acte violent déboucha sur la mort).

Dans tous les cas rassemblés par Claudia Töngi, il n'y a pas seulement banalisation et «refoulement» quasi systématique de la violence exercée à l'encontre des enfants, mais il est évident que non seulement les pères, mais aussi les mères ont agi avec violence sur des enfants et ont ainsi (ou par ce moyen?) exercé leur «domination».

Enfin, que la culpabilité féminine aille de pair avec l'existence de victimes féminines, Michel Porret en rend compte dans tous les détails par l'étude d'un quadruple infanticide perpétré par Jeanne Lombardi. C'est en mai 1885 à Genève, que Jeanne Lombardi, injuriée dans la presse comme étant «une mère dénaturée», tenta de tuer ses quatre enfants, dont un seul survécut.

Pour les personnes contemporaines de l'affaire – et pas seulement les psychiatres experts et les juges – ce lien entre violence et féminité (ou plus encore sentiment maternel) leur apparaît à ce point inhabituel et contre-nature, qu'ils s'arrangent pour restaurer l'ordre naturel (et aussi sexuel) en faisant de Jeanne Lombardi une «démente» que l'on tient pour juridiquement irresponsable.

Elle passa plusieurs années en psychiatrie pour disparaître en France et se perdre dans l'obscurité de l'histoire.

Les contributions rassemblées ici prouvent donc qu'une recherche attentive des traces historiques offre de réelles possibilités pour approcher même dans des périodes anciennes la violence domestique qu'elle soit «cachée» et/ou ou banalisée, et même si ce thème n'est apparu dans l'agenda politique qu'au cours des trois dernières décennies.

Elles montrent en même temps qu'il faut une mise en contexte large pour appréhender la portée et la dynamique sociales de la violence domestique et pour en reconnaître le caractère protéiforme. Les cas présentés dans ce numéro sont moins des situations individuelles malheureuses que la résultante de pratiques et de discours sociaux sur la violence qui apportent une lumière particulière sur les secteurs extérieurs à l'espace domestique.

L'analyse des spécificités de genre en termes de violence – pas seulement sexuelles – confère à la «violence domestique» une importance saillante, mais la thématique ne se limite pas à cela, comme en témoigne par exemple la lecture des contributions fort variées récemment publiées dans la revue *Gender and History*.[13]

Dans leur introduction «Violence and the Vulnerabilities of the Gender» les deux éditrices Shani D'Cruze et Anupama Rao soulignent la variété culturelle des actes de violence physique contre les femmes qui sont sanctionnés, en commençant par la mise à mort visant le rétablissement de l'honneur familial, en passant ensuite par le viol prétendument légitime de l'esclave par son propriétaire comme expression de son statut social et sexuel, pour finir sur la mutilation sexuelle des femmes. Autant de faits qui montrent que l'exercice de la violence et les formes de violence dans la sphère intime sont, parmi d'autres, des moyens de garantir la domination masculine ou de favoriser son soi-disant rétablissement.

Parmi les aspects de la violence domestique et sexuelle qui n'ont pu être sondés dans ce dossier, il faut relever les constructions sociales de la vulnérabilité physique des femmes, au cinéma comme dans d'autres médias, qui font toujours de celles-ci des victimes de la violence masculine, tout comme l'utilisation d'images d'une violence sexuelle symbolique (et en partie bien réelle) contribuant à la hiérarchisation des sexes. Il faut aussi, sans doute, que l'analyse historique de la construction du genre masculin soit mieux explorée, pour que puisse se forger une histoire des genres toujours plus cohérente.[14]

Des contributions rassemblées dans le numéro mentionné de *Gender and History,* on retiendra aussi que les conditions et les logiques de la violence domestique «dissimulée» peuvent être décryptées par des emprunts aux disciplines voisines – en particulier à l'histoire de la littérature.[15]

Il faut donc accorder une grande attention aux discours littéraires (ou artistiques) – en regard des discours juridiques. C'est pourquoi dans les compte-rendus thématiques de ce numéro, à côté de récents travaux historiques, deux études et volumes collectifs interdisciplinaires seront présentés qui cherchent à apporter, dans cette perspective, un peu de «lumière dans l'obscurité».
Enfin, le dossier iconographique accompagnant ce dossier permet d'accueillir par l'image, la trace d'une parole militante, celle d'un mouvement désormais bien connu en France d'action contre la violence envers les femmes. Son nom même résonne comme un électrochoc face à une violence domestique qui peut se dérouler aussi dans l'espace semi-ouvert du locatif, de la cité ou du quartier: *Ni Putes Ni Soumises*. Après la publication de Samira Bellil sur les viols collectifs (tournantes) et l'assassinat de Sohanne en 2003, 6 filles et 2 garçons déjà engagés dans le milieu associatif, sont partis sur les routes de France pour dénoncer la violence masculine. En quelques mois, la société française dans son ensemble, indifférente ou méfiante au début, a été fortement secouée et la prise de conscience qui a suivi fait espérer une réaction pour faire cesser *l'omerta*. Certes, l'aide aux femmes violentées ne suppose pas uniquement des marches et tout un réseau associatif méconnu fonctionne pour aider durablement les femmes ayant subi des sévices de tous ordres. Il n'empêche que l'impact public et médiatique de ce mouvement de plus en plus ouvert aux hommes, participe d'une reconsidération globale des rapports entre les sexes. Même un militantisme de passage, notamment lors de la journée internationale des femmes (8 mars), est un geste important que la communauté historienne ne peut ignorer.[16]

Claudia Opitz, Brigitte Studer, Frédéric Sardet

Notes

1 Voir à ce propos les contributions présentées dans Thomas Lindenberger, Alf Lüdtke (éd.), *Physische Gewalt. Studien zur Geschichte der Neuzeit,* Francfort-sur-le-Main 1995, notamment l'introduction de l'éditeur et l'étude de Michaela Hohkamp, «Häusliche Gewalt. Beispiele aus einer ländlichen Region des mittleren Schwarzwalds im 18. Jahrhundert», ibid., 276–302. Voir aussi: Gerd Schwerhoff, *Aktenkundig und gerichtsnotorisch. Einführung in die Historische Kriminalitätsforschung,* Tübingen 1999, 46–68.

2 L'image jusqu'ici admise de la femme pacifique a été remise en cause par plusieurs études récentes. Voir à ce propos Arlette Farge, «Frauen in der Stadt Paris im 18. Jahrhundert», *L'Homme* 2 (1996), 18–27. Voir aussi les articles parus dans Cécile Dauphin, Arlette Farge (éd.), *De la violence et des femmes,* Paris 1997. Cette thèse a occasionné une réunion et une discussion critique à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales en 1998. Quelques positions ont été publiées dans *Le Mouvement Social* 189 (1999), 83–110.

3 Heide Wunder, «Weibliche Kriminalität in der Frühen Neuzeit. Überlegungen aus Sicht der Geschlechtergeschichte», in Otto Ulbricht (éd.), *Von Huren und Rabenmüttern,* Köln 1995, 39–61; Susanna Burghartz, «‹Geschlecht› und ‹Kriminalität› – ein ‹fruchtbares› Verhält-

nis?», in: Rudolf Jaun, Brigitte Studer (éd.), *weiblich – männlich. Geschlechterverhältnisse in der Schweiz: Rechtsprechung, Diskurs, Praktiken / féminin – masculin. Rapports sociaux de sexes en Suisse: législation, discours, pratiques,* Zurich 1995, 23–43; Claudia Ulbrich, *«Kriminalität» und «Weiblichkeit» in der Frühen Neuzeit. Kritische Bemerkungen zum Forschungsstand, Beiheft zum Kriminologischen Journal* (1995), 208–222.

4 Dorothea Nolde, *Gattenmord. Macht und Gewalt in der frühneuzeitlichen Ehe,* Köln 2003; Schwerhoff (note 1), notamment 149–167.

5 Hohkamp (note 1), notamment 276–280; Claudia Ulbrich, «Saufen und Rauchen in Steinbiedersdorf. Ein Beitrag zur Erforschung häuslicher Gewalt in der länglichen Gesellschaft des 18. Jahrhunderts», *Historische Mitteilungen* 1 (1995), 28–42.

6 Voir aussi: Linda Gordon, *Heroes of Their Own Lives: The Politics and History of Family Violence,* New York 1988; Elizabeth Pleck, *Domestic Tyranny: The Making of Social Policy Against Family Violence from Colonial Times to the Present,* New York 1987.

7 Depuis le 1er avril 2004, le code pénal (CP) retient que les lésions corporelles simples dans le mariage et entre partenaires seront poursuivies d'office – sans avoir à porter plainte – comme délit pénal et sanctionnées d'emprisonnement. Au moment où est rédigée cette note, le code civil (CC) est examiné pour qu'une norme de protection contre la violence soit retenue, selon laquelle les tribunaux civils pourront donner des instructions afin de protéger les victimes d'une personne violente en intimant à celle-ci de quitter le logement commun. Plusieurs cantons ont aussi modifié leur législation policière ou sont prêts à le faire.

8 Comme mentionné, le délit pénal pour «meurtre d'enfant» fait exception. Depuis le 16e siècle, il est un délit officiel et, comparativement à d'autres violences, il a été strictement puni. Richard van Dülmen, *Frauen vor Gericht. Kindsmord in der Frühen Neuzeit,* Frankfurt a. M. 1991; Regina Schulte, *Das Dorf im Verhör. Brandstifter, Kindsmörderinnen und Wilderer vor den Schranken des bürgerlichen Gerichts,* Hamburg 1989; Kerstin Michalik, *Kindsmord. Sozial- und Rechtsgeschichte der Kindstötung im 18. und beginnenden 19. Jahrhundert am Beispiel Preussen,* Pfaffenweiler 1997. Pour la Suisse, voir Karin Gruetter, «‹Weil ich fürchtete, aus der Stadt entfernt zu werden …›. Kindtötung in Basel um 1850», in Annamarie Ryter, Regina Wecker, Susanne Burghartz (éd.), *Auf den Spuren weiblicher Vergangenheit / A la recherche du passé féminin, Itinera* 2/3 (1985), 106–119.

9 Lors des violences sexuelles entre adultes et enfants, pendant longtemps, le verdict d'inceste a frappé aussi bien les auteurs que les victimes, soupçonnés et subissant la peine de la même manière. Dans de tels cas, au mieux est-on arrivé à des inculpations pour viol. Voir à ce propos: Claudia Töngi, *Um Leib und Leben. Gewalt, Konflikt, Geschlecht im Uri des 19. Jahrhunderts,* Zurich 2004, notamment 311 et suivantes. Sur l'inceste ou l'abus d'enfants, voir Jutta Eming, Claudia Jarzebowski, Claudia Ulbrich (éd.), *Historische Inzestdiskurse. Interdisziplinäre Zugänge,* Königstein/Ts. 2003. Voir la recension de cet ouvrage par Claudia Opitz dans les comptes-rendus thématiques.

10 Lucienne Gillioz, *Domination et violence envers la femme dans le couple,* Lausanne 1997; Corinna Seith, *Öffentliche Intervention gegen häusliche Gewalt. Zur Rolle von Polizei, Sozialdienst und Frauenhäusern,* Berne 2003.

11 Voir à ce sujet le compte rendu dans ce numéro de Frédéric Sardet sur les récentes enquêtes française et suisse.

12 Sur ce sujet, une soirée à la Maison des sciences de l'homme Paris Nord s'est déroulée récemment avec le sociologue Eric Fassin et l'anthropologue Christelle Hamel, dont on trouvera aussi une relation dans ce numéro.

13 Shani D'Cruze, Anupama Rao (éd.), *Violence, Vulnerability and Embodiment, Gender and History* 3 (2004).

14 Voir dans une perspective contemporaine proche qui interroge de manière induite la question des «violences domestiques»: Ingeborg Breines, Robert Connell, Ingrid Eide (dir.), *Rôles masculins, masculinités et violence. Perspectives d'une culture de paix,* Paris 2004.

15 La thématique de la «violence domestique» est juste analysée par deux contributions, dont l'une s'intéresse à l'histoire du droit indien: Rajeswari Sunder Rajan, *Rethinking Law and Violence: The Domestic Violence (Prevention) Bill in India,* 2002, 769–93. La seconde fait une analyse de textes littéraires égyptiens des années 1920: Marylin Booth, *Un/safe/ly at Home. Narratives of Sexual Coercion in 1920s Egypt,* 744–768. A comparer avec la représentation de la violence conjugale dans la littérature victorienne: Marlene Tromp, *The Private Rod: Marital Violence, Sensation, and the Law in Victorian Britain,* Charlottesville 2000.

16 Voir sur ce sujet: Samira Bellil, *Dans l'enfer des tournantes,* Paris 2002; Fadela Amara (avec la collaboration de Sylvia Zappi), *Ni Putes Ni Soumises,* Paris 2003; www.niputesnisoumises.com.

HÄUSLICHE GEWALT

«Gewalt» hat Konjunktur – nicht nur in der Tagespresse, sondern auch in der historischen Forschung. Seit etwa zehn Jahren hat sich hier im Zuge der «kulturwissenschaftlichen Wende» eine Neuausrichtung ergeben insofern, als Gewaltformen und –handlungen nicht mehr eindeutig zugeordnet werden können zu «Tätern» und «Opfern», oder dezidiert getrennt betrachtet werden als «strukturelle» versus «aktuelle» Gewalt, als (soziales) Randphänomen beziehungsweise zentrale Bedingung von Herrschaft. Vielmehr stehen nun neue Einschätzungen von Gewaltausübung im Raum, die von Gewalt als einer alltäglichen menschlichen Verhaltensform vor allem vormoderner Gesellschaften ausgehen, als allgemein übliches und «primitives Modell des direkten persönlichen Interessenaustauschs», ja, sogar als «Ausdruck überschwenglicher Lebenslust». Diese Neubetrachtung und -bewertung von Gewalt führte hin zu einer radikalen Kontextualisierung von Gewalthandlungen als symbolischer Interaktion, deren Sinn nicht zuletzt in der Herstellung von Geschlechterordnungen und -differenzen liegt.[1]

Bei der Beobachtung und Bewertung von Gewalthandlungen spielen in der Tat Orte und Akteure eine zentrale Rolle. Die genannten, zum Teil extrem unterschiedlichen Einschätzungen lassen sich auch dadurch zusammendenken, dass hier unterschiedliche Formen des gewalttätigen Handelns betrachtet und beschrieben werden. Dies gilt bezüglich der Umstände wie der Form der Gewaltausübung. So lassen sich eher «öffentliche» (und häufig auch durch ritualisierte Vorgehensweisen charakterisierte) von eher «nichtöffentlichen» Gewalthandlungen unterscheiden. Dies gilt nicht nur im Kontext militärischer Gewalt, sondern zum Beispiel auch bei Wirtshausschlägereien, die deutlich zu unterscheiden sind von «heimlicher» Gewalt – nächtlichen Angriffen, aber auch solchen, die hinter den Mauern von Privathäusern verborgen sind und die deshalb als «häusliche» Gewalt umschrieben werden kann. Wichtig sind in diesem Zusammenhang auch die bei den Zeitgenossinnen und Zeitgenossen durchaus vorhandenen (wenn auch historisch wandelbaren) Vorstellungen von Formen legitimer und illegitimer Gewalt. Gerade in diesem Zusammenhang

zeigen sich erhebliche Unterschiede in der Beurteilung von Gewalthandlungen hinsichtlich der beteiligten Personen; Angehörigen verschiedener sozialer Gruppen, Geschlechter und/oder Generationen wird Gewalthandeln in sehr unterschiedlichem Mass «gestattet» beziehungsweise untersagt – und diese Regeln variieren zudem je nach zeitlichem und räumlichem Kontext.

Besonders umstritten ist in der jüngeren Forschung, in welcher Weise Frauen und Männer qualitativ und quantitativ unterschiedlich in Gewalthandlungen einbezogen waren und sind. Kriminalstatistiken zeigen je nach Geschlecht ein extrem differentes Bild des Gewalthandelns – und dies mit einer erstaunlichen Kontinuität über Raum und Zeit hinweg. Es ist charakterisiert durch eine geringe Beteiligung von Frauen bei Raufhändeln, Mord, schwerer Körperverletzung oder auch Raub, aber einem deutlichen Übergewicht beim «Kindsmord» beziehungsweise bei Abtreibung und Kindstötung. Solche Zahlen basieren allerdings, wie die Geschlechterforschung mehrfach unterstrichen hat, auf einer geschlechtsspezifischen Zuspitzung von Delikten und Strafverfolgung, von sozialen Bedingungen und kulturellen Bewertungen, nicht aber notwendigerweise auf «objektiv» geschlechtsspezifisch unterschiedlichem Verhalten.[2] Insofern betont die jüngere Forschung durchgängig die Notwendigkeit von kontextualisierten Einzeluntersuchungen gegenüber statistischen Erhebungen – und für die Diversifizierung von Handlungszusammenhängen und Untersuchungskontexten über die Kriminalitätsforschung im engeren Sinn hinaus.[3]

Ein besonderes Problem ist hierbei die Quellenfrage – und dies insbesondere hinsichtlich des bis heute dem staatlichen Gewaltmonopol nur unzureichend unterworfenen häuslichen beziehungsweise familiären Bereichs. Nicht allein, dass hier die unreflektierte Orientierung an männlichem Konfliktverhalten beziehungsweise an männlich markierten Institutionen und ihren Regeln – wie es die «öffentliche Gewaltaustragung» in so genannten Ehr- und Raufhändeln, aber auch das Gerichtswesen nachweislich darstellt – zu Verzerrungen und (vor allem quantitativen) Lücken in der Quellenproduktion führ(t)en.[4] Darüber hinaus, so haben neuere Forschungen gezeigt, führen «häusliche», innereheliche und/oder sexuelle Gewalthandlungen eher zum Verschweigen und Verschleiern denn zur «öffentlichen» Debatte über die hier erfolgten Gewalttätigkeiten. Dies führt zu lückenhaften Quellen oder gar zu einer völligen «Sprachlosigkeit» der Überlieferung.

Nicht zuletzt aus diesem Grund stellt das Thema «häusliche Gewalt» eine mehr oder weniger systematische Lücke in der bisherigen Gewaltforschung dar. Einen besonders eklatanten «weissen Fleck» bildet hierbei die sexuelle häusliche Gewalt, die ja in vielen Ländern Europas erst im Laufe der letzten Jahrzehnte als strafrechtlich zu verfolgendes Delikt neu konzipiert wurde,

während zuvor die Vorstellung von der «ehelichen Pflicht» so dominant war, dass hier kein Durchgreifen staatlicher Behörden für möglich oder gar nötig betrachtet wurde.

Die systematische Leerstelle in der bisherigen Erforschung von Gewalt ist nicht zuletzt auch dadurch begründet, dass hier die definitorische und konzeptionelle Unschärfe zwischen Gewalt als Macht oder Autorität und Gewalt als Gewalttätigkeit, die ja im Deutschen bis heute dem Begriff «Gewalt» anhaftet, aber auch in anderen Sprach- und Kulturräumen vorhanden ist, besonders zum Tragen kam. Bis weit in die Neuzeit hinein besass der Ehemann ein juristisch verbrieftes «Züchtigungsrecht», dessen Grenzen zwar immer umstritten waren, das aber physische Gewalthandlungen gegen Ehefrau und Kinder (wie übrigens auch gegen das Gesinde und alle «abhängig Beschäftigten») bis zu einem gewissen Punkt legitimierte.[5] Hier hat erst die Neue Frauenbewegung und mit ihr die feministische Forschung seit Ende der 1970er-Jahre eine neue Sensibilität und die «Neugier» entwickelt, trotz aller konzeptionellen und quellenmässigen Hemmnisse hinter die Barrieren des «privaten Lebens» zu blicken.[6] Sie hat darauf hingewiesen, dass die Grenzen zwischen «exzessiver» und «normalisierter» Gewalt unscharf und wandelbar sind. Es hängt von der gesellschaftlichen Wahrnehmung ab, welche Formen und welches Ausmass der Gewalt als nicht (mehr) tolerierbar bezeichnet und je nachdem sogar strafrechtlich verfolgt werden. Es bedarf freilich nicht allein der gesetzlichen Festschreibung eines Tatbestands, sondern auch gesellschaftlicher Normen und Praktiken, die eine entsprechende Nutzung des Rechts durch die Betroffenen erst möglich machen.

Die Wahrnehmung häuslicher Gewalt ist auch durch die geschlechtsspezifische Zuschreibung des Raums strukturiert. Selbst wenn die häusliche oder private Sphäre auf einer übergeordneten Ebene ideell dem weiblichen Geschlecht zugeordnet wird, bleibt das Haus meist männlicher Besitz. Erst in jüngster Zeit hat sich die Politik zur Offizialisierung von Gewaltdelikten in Ehe und Partnerschaft durchgerungen und erstmals verfügen einzelne kantonale Polizeireglemente, gewalttätige Männer aus der gemeinsamen Wohnung des Paars zu verweisen und nicht die Frauen und Kinder dazu zu zwingen, anderswo Zuflucht zu suchen.[7]

Auch in den Beiträgen zum vorliegenden Themenheft *Häusliche Gewalt* geht es deshalb zunächst darum aufzuzeigen, welche Möglichkeiten und Grenzen der historischen Erforschung von «häuslicher Gewalt» (zumindest für den Zeitraum seit der Reformation) zur Verfügung stehen. Hier bietet insbesondere die Analyse von Gerichtsakten eine – wenn auch nicht selten durch die genannten institutionellen und konzeptionellen Sichtblenden eingeschränkte – Möglichkeit, einen Blick auf innerhäusliche Gewaltverhältnisse und -praktiken zu werfen. Dabei spielen einerseits eheliche Beziehungskonflikte

und Gewaltszenarien eine zentrale Rolle, weil diese durch Ehegerichts- und Kriminalakten zumindest punktuell beziehungsweise in ihren Extremen dokumentiert und damit historisch fassbar werden. Andererseits sind hier elterliche (nicht zuletzt auch mütterliche) Übergriffe und Gewalthandlungen gegen Kinder greifbar, obgleich diese regelmässig noch weit weniger Niederschlag in den Quellen gefunden haben als die ehelichen Konflikte.[8] Nicht dokumentiert sind in beiden Konstellationen sexuelle Übergriffe und Gewalthandlungen; es bleibt bisher offen, inwiefern entsprechende (tabuisierte) Übergriffe durch das Medium der (öffentlichen) Gerichtsprozesse nicht zur Sprache gebracht werden konnten und/oder ob die Rede von der «ehelichen Pflicht» entsprechende Handlungen als legitim erscheinen liessen, sodass hier keine entsprechenden Aussagen gemacht werden konnten.[9] Doch trotz dieser engen Grenzen der juristischen Rahmenbedingungen bildete das Gericht paradoxerweise doch auch einen Ort, an welchem Gewalterfahrungen unter Einhaltung gesellschaftlicher und prozeduraler Regeln von den Betroffenen thematisiert werden konnten. Wie erfolgreich eine Frau oder gegebenenfalls ein Mann gegen die dominante richterliche Perspektive ansprechen konnte, lag freilich nicht nur in ihrer oder seiner Fähigkeit, die erlebte oder ausgeübte Gewalt in Worte zu fassen, sondern ebenso an den rechtswissenschaftlichen Normen und der zeitgenössischen Jurisprudenz wie an den jeweiligen Vorstellungen der Geschlechter- und Eheordnung.

Dorothea Nolde geht in ihrem Beitrag über «Die Sprache der Gewalt: Körpersymbolik in ehelichen Auseinandersetzungen der Frühen Neuzeit» von der Überlegung aus, dass im Frankreich des ausgehenden 16. Jahrhunderts eheliche Gewalthandlungen als symbolische Akte verstanden wurden, die über den blossen Akt der Aggression hinaus eine eigene Sprache sprachen und geschlechtsspezifisch je unterschiedliche Botschaften transportierten. In den von ihr untersuchten Fällen von Gattenmord sind Frauen beinahe ebenso häufig als Gewalttäterinnen gerichtsnotorisch geworden wie Männer. Dennoch wurden die diesbezüglichen Gewalthandlungen geschlechtsspezifisch unterschiedlich ausgeführt, gedeutet, behandelt und beurteilt. In nahezu allen Gerichtsquellen, die weibliche Gewalt gegen Ehemänner schildern, ist von gezielten Angriffen auf den Kopf beziehungsweise die Kehle die Rede. Vor dem Hintergrund zeitgenössischer Vorstellungen von ehelicher Herrschaft, wie sie im Bild des Ehemannes als «Haupt» der Frau zum Ausdruck kommen, symbolisierte der Angriff auf den Kopf des Ehemannes zugleich einen Angriff auf seinen Status und seine Macht. War dagegen von männlicher Gewalt gegen Ehefrauen die Rede, so ging es meist um eine Vielzahl von Verletzungen, die sich vorzugsweise gegen den Leib richteten. Gewalthandlungen dieser Art zeugen nicht von einem gezielten Angriff auf die Person und ihren Status,

sondern von einem gewaltsamen Verfügen über den Körper der Frau, wie es im Übrigen strukturell im Züchtigungsrecht des Ehemannes verankert war. Entsprechend unterschiedlich (und für weibliche Angeklagte schwerer wiegend) fielen deshalb auch die diesen «symbolischen Handlungen» folgenden Urteilssprüche aus.

Nicole Staremberg Goy beschäftigt sich in ihrer Untersuchung über «Maltraitance conjugale et pratique consistoriale lausannoise à l'époque des Lumières» mit den Akten des Lausanner Konsistorialgerichts im 18. Jahrhundert und den dort auffindbaren Fällen ehelicher Konflikte und Gewalttätigkeiten. Dieses halb geistliche, halb weltliche Gericht hatte die Aufgabe, «Unzucht» zu bekämpfen und den wahren Glauben zu schützen. In diesem Zusammenhang sind dann auch die Vermittlungsversuche zu sehen, die das Gericht unternahm, um Ehestreitigkeiten zu schlichten und für das Fortbestehen der Ehen zu sorgen. In ihrer Untersuchung betrachtet Nicole Staremberg Goy diese Streitigkeiten aus der Perspektive der beteiligten Parteien: der Ehemänner, der Ehefrauen und der Richter. Dabei spielen zwar die «klassischen» Vorwürfe, die schon von alters her zur Begründung einer Zerrüttung der Ehe angeführt wurden, eine nach wie vor grosse Rolle – also seitens der Ehefrau die Klagen über Trunksucht und Gewalttätigkeit des Ehemanns, von Seiten des Ehemannes Streitsucht und schlechtes Wirtschaften der Ehefrau. Doch spürbar gewinnt seitens des Gerichts im Laufe des 18. Jahrhunderts eine Argumentationsweise an Gewicht, die insbesondere das Züchtigungsrecht des Ehemannes in Frage stellt. Die Vorstellung, dass eheherrliche Gewalt der Schwäche und Fragilität des weiblichen Geschlechts unangemessen sei («absolument contraire aux égards dheus au sexe féminin») und sich die Vorherrschaft des Ehemanns auf andere Weise sichern lassen müsste, die nicht zuletzt durch aufklärerische Publikationen verbreitet wurde, findet nun Eingang in die gerichtliche Praxis. Sie führt damit, gegen Ende des 18. Jahrhunderts, zu einer sukzessiven Neu- oder jedenfalls Umdefinition des traditionellen Konzepts der ehelichen Ordnung im Einflussbereich der «Stadt und Republik Bern».

Eine ähnliche Argumentationsweise der Richter findet sich interessanterweise auch noch in den Ehegerichtsakten aus Luzern in der Mitte des 20. Jahrhunderts, die Sonja Matter untersuchte. In ihrem Beitrag über «Scheidung und Gewalt in der Ehe nach Luzerner Prozessen der 1940er-Jahre» wird indes eine schichtspezifische Dimension der (Nicht-)Akzeptanz ehelicher Gewalttätigkeiten sichtbar, die in den Akten des 18. Jahrhunderts jedenfalls nicht so deutlich hervortritt. Eheliche Gewalt wird hier zum Unterschichtenphänomen, das vom Gericht nur sehr zurückhaltend sanktioniert wird. Dagegen werden gewalttätige Ehemänner aus der höheren Schicht als «abnorm» betrachtet und

die misshandelten Ehefrauen finden in den Richtern durchaus Verbündete in ihrem Kampf gegen den inakzeptablen Ehemann. Die Dominanz des Ehemannes gegenüber seiner Frau wird jedoch auch hier nicht grundsätzlich in Frage gestellt; lediglich die Mittel zur Durchsetzung dieser Dominanz sollen nun gewaltfrei und rein «intellektuell» sein.

Dass das Thema «häusliche Gewalt» derzeit nicht nur in der Schweiz,[10] sondern auch in Frankreich eine hohe politische Brisanz hat, zeigt Réjane Sénac-Slawinski in ihrem Beitrag über «Violences dites ‹domestiques›». Sie versucht hier, den Diskussionsprozess von der räumlichen (das heisst «häuslichen» beziehungsweise «nichtöffentlichen») zur identitären Grenzziehung nachzuzeichnen. Ausgehend von den Debatten, welche die Publikation der nationalen Enquete über Gewalt gegen Frauen in Frankreich (ENVEFF)[11] in den letzten Jahren begleitete, belegt sie den schrittweisen Wandlungsprozess von der «verborgenen» und weit gehend akzeptieren «häuslichen» Gewalt hin zum politischen und damit «öffentlichen» Thema par excellence. Hier wird nicht zuletzt deutlich, dass die gesellschaftliche Toleranz gegenüber Gewalttätigkeiten an Frauen sich letztlich einer impliziten, tief verwurzelten Akzeptanz einer «natürlichen» Ungleichheit der Geschlechter und der damit einhergehenden männlichen Dominanz verdankt.[12]

Im Beitrag von Claudia Töngi über «Häusliche Gewalt gegen Kinder im Kanton Uri in der 1. Hälfte des 19. Jahrhunderts» zeigt sich indes, dass die männliche Dominanz im Hause nicht allein zu Gewalthandlungen an der Ehepartnerin führt(e), sondern dass auch die anderen MitbewohnerInnen, allen voran die Kinder, der «häuslichen» Gewaltfalle schutzlos ausgeliefert waren. So weit gehend waren die Vorgänge im Haus und in der Familie vor der «Öffentlichkeit» verborgen, dass nur in sehr schweren Fällen von Misshandlung (etwa bei Fällen mit Todesfolge) seitens Dritter oder gar staatlicher Behörden eingegriffen wurde. An den von Claudia Töngi zusammengetragenen Fällen zeigt sich im Übrigen nicht nur eine geradezu systematische Banalisierung und «Verdrängung» von Gewalt an Kindern, sondern es wird nicht zuletzt deutlich, dass nicht nur Väter, sondern auch Mütter Kinder misshandelten und damit (oder dadurch?) «Dominanz» ausübten.

Dass allerdings weibliche Täterschaft und weibliches Opferdasein durchaus Hand in Hand gingen, macht der von Michel Porret in allen Details nachgezeichnete Fall der «vierfachen Kindermörderin» Jeanne Lombardi deutlich. Die von der Presse bereits als «widernatürliche Mutter» beschimpfte Lombardi hatte im Mai 1885 in Genf ihre vier Kinder zu töten versucht; nur eines hatte den Anschlag überlebt. Doch erschien die Verbindung von Weiblichkeit (und mehr noch: Mütterlichkeit) und Gewalttätigkeit den Zeitgenossinnen und -genossen – und nicht zuletzt den psychiatrischen Gutachtern und Richtern

– dermassen ungewöhnlich und «widernatürlich», dass sie die «Ordnung der Natur» (wie auch die der Geschlechter) vor allem dadurch wieder ins Lot zu bringen suchten, dass sie Jeanne Lombardi für «wahnsinnig» und damit für schuldunfähig erklärten. Sie verbrachte mehrere Jahre in der Psychiatrie, um danach in Frankreich und im Dunkel der Geschichte zu verschwinden.

Die hier versammelten Beiträge belegen denn auch, dass bei aufmerksamer Spurensuche durchaus Möglichkeiten bestehen, der «verheimlichten» beziehungsweise banalisierten «häuslichen Gewalt» auch in früheren Jahrhunderten auf die Spur zu kommen, obschon das Thema als solches erst in den letzten drei Jahrzehnten auf die politische Agenda gelangte. Sie zeigen gleichzeitig auf, dass es einer breiten Kontextualisierung bedarf, um die ganze gesellschaftlichen Tragweite und Dynamik der häuslichen Gewalt mit ihren proteischen Formen erkennbar zu machen, denn es handelt sich ja bei den behandelten Fällen jeweils weniger um bedauerliche Einzelfälle, sondern vielmehr um eine Dimension gesellschaftlicher Gewaltdiskurse und –praktiken, die auch auf die ausserhäuslichen Bereiche ein bezeichnenden Licht werfen. Im Kontext der Erforschung geschlechtsspezifischer – nicht zuletzt sexueller – Gewalt hat die «häusliche Gewalt» einen herausragenden Stellenwert, doch geht die Thematik darin nicht auf, wie sich etwa an den breit angelegten und vielfältigen Beiträgen ablesen lässt, die jüngst in der Zeitschrift *Gender and History* zusammengebracht wurden.[13] In ihrer Einleitung «Violence and the Vulnerabilities of Gender» weisen die beiden Herausgeberinnen Shani D'Cruze und Anupama Rao auf die Vielfalt kulturell sanktionierter Praktiken physischer Gewalt gegen Frauen hin, angefangen von der Tötung zur Wiederherstellung der Familienehre über die angeblich legitime Vergewaltigung einer Sklavin durch ihren Besitzer als Ausdruck eben seines sozialen und geschlechtlichen Status bis zur sexuellen Verstümmelung. Damit wird deutlich, dass Gewaltausübung und Gewaltformen im Bereich des Intimen nicht zuletzt Mittel der (männlichen) Herrschaftssicherung oder ihrer vermeintlichen Wiederherstellung sind, wodurch erneut unterstrichen wird, wie wichtig eine intensivierte Erforschung von männlicher Dominanz und Gewalt, ja, von männlichen Geschlechterrollen insgesamt ist.[14]

Zu den hier nicht ausgeloteten Aspekten häuslicher und sexueller Gewalt zählen gesellschaftliche Konstruktionen von geschlechtsspezifischer physischer Verletzlichkeit, die Frauen in Film und anderen Medien immer wieder zu Opfern männlicher Gewalt stempeln, ebenso wie die Nutzung von Bildern mit symbolischer (und teils reeller) Gewalt im Sexuellen zur Herstellung von hierarchisierten Geschlechterordnungen. In den Beiträgen der erwähnten Nummer von *Gender and History* tritt aber auch hervor, dass insbesondere die Bedingungen und Logiken der «verborgenen» häuslichen Gewalt erst durch

Anleihen bei benachbarten Fächern – und insbesondere bei der Literaturgeschichte – zu Tage gefördert werden können.[15] Die Bedeutung, die literarischen oder auch künstlerischen Diskursen in diesem Zusammenhang – etwa im Vergleich zu juristischen – zukommt, lässt sich gar nicht hoch genug veranschlagen. In unserem Rezensionsteil werden deshalb neben neueren historischen Arbeiten auch zwei interdisziplinäre Studien und Sammelbände vorgestellt, die aus dieser Perspektive «Licht ins Dunkel» zu bringen suchen. Im ikonografischen Dossier lässt sich darüber hinaus anhand fotografischer Dokumente eine neue politische Bewegung beobachten, die sich in den letzten Jahren in Frankreich formiert hat und deren Ziel es ist, Gewalt an Frauen zu ächten und zu bekämpfen, sei dies häusliche Gewalt, sei es aber auch Gewalt im sozialen Nahraum des Wohnblocks, des Wohnviertels oder in den *cités,* den sozial benachteiligten Vororten der französischen Grossstädte. Schon ihr Name ist Programm und soll aufrütteln: *Ni Putes Ni Soumises,* frei übersetzt also: (Frauen sind) weder Huren noch Sklavinnen. Die Bewegung formierte sich 2003 spontan, in Reaktion auf das Buch von Samira Bellil über die Kollektivvergewaltigung und die Ermordung der jungen Sohanne.[16] Sechs Mädchen und zwei Jungen sind durch ganz Frankreich marschiert, um gegen Männergewalt zu demonstrieren. Wenige Monate später war die gesamte französische Gesellschaft, die das Phänomen bis dahin ignoriert oder toleriert hatte, alarmiert und erschüttert, und die daraus resultierenden Debatten lassen hoffen, dass in absehbarer Zeit geeignete Mittel ergriffen werden, um ähnliche Vorfälle effizient zu bekämpfen und den betroffenen Frauen zu helfen. Sicherlich kann sich die Hilfe für die weiblichen Opfer nicht auf Demonstrationen gegen Männergewalt beschränken. Sie brauchen ein funktionierendes Netz von Anlaufstellen und von dauerhafter Hilfestellung. Dennoch ist die öffentliche und mediale Aufmerksamkeit, welche die Bewegung heute geniesst, ein wichtiger Schritt in Richtung einer gemeinsamen Handlungsbasis, die Frauen und Männer vereint und die dazu beitragen kann, die Beziehungen zwischen den Geschlechtern nachhaltig zu verbessern. Selbst zeitlich begrenzte Aktionen, wie etwa diejenigen am 8. März, dem Tag der Frauen, sind wichtige Gesten, die auch die Historiker und Historikerinnen nicht ignorieren sollten.

Claudia Opitz, Brigitte Studer, Frédéric Sardet

Anmerkungen

1 Vgl. dazu etwa: die Beiträge in Thomas Lindenberger, Alf Lüdtke (Hg.), *Physische Gewalt. Studien zur Geschichte der Neuzeit,* Frankfurt 1995, bes. die Einleitung der Herausgeber und den Beitrag von Michaela Hohkamp, «Häusliche Gewalt. Beispiele aus einer ländlichen Region des mittleren Schwarzwalds im 18. Jahrhundert», ebd., 276–302; Gerd Schwerhoff, *Aktenkundig und gerichtsnotorisch. Einführung in die Historische Kriminalitätsforschung,* Tübingen 1999, 46–68.

2 Das hier entstehende Bild von der «friedfertigen Frau» ist in mehreren neueren Studien in Frage gestellt worden, so etwa von Arlette Farge, «Frauen in der Stadt Paris im 18. Jahrhundert», in: *L'Homme* 2 (1996), 18–27, sowie von den Autorinnen diverser Beiträge in Cécile Dauphin, Arlette Farge (Hg.), *De la violence et des femmes,* Paris 1997. Diese These löste an einer Tagung der Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales 1998 eine kritische Diskussion aus. Einige Stellungnahmen dazu wurden in *Le Mouvement Social* 189 (1999), 83–110 publiziert.

3 Vgl. dazu: Heide Wunder, «‹Weibliche Kriminalität› in der Frühen Neuzeit. Überlegungen aus Sicht der Geschlechtergeschichte», in: Otto Ulbricht (Hg.), *Von Huren und Rabenmüttern,* Köln 1995, 39–61; Susanna Burghartz, «‹Geschlecht› und ‹Kriminalität› – ein ‹fruchtbares› Verhältnis?», in Rudolf Jaun, Brigitte Studer (Hg.), *weiblich – männlich. Geschlechterverhältnisse in der Schweiz: Rechtsprechung, Diskurs, Praktiken / féminin – masculin. Rapports sociaux de sexes en Suisse: législation, discours, pratiques,* Zürich 1995, 23–43; Claudia Ulbrich, «Kriminalität» und «Weiblichkeit» in der Frühen Neuzeit. Kritische Bemerkungen zum Forschungsstand, in: *5. Beiheft zum Kriminologischen Journal* 1995, 208–222.

4 Vgl. dazu: Dorothea Nolde, *Gattenmord. Macht und Gewalt in der frühneuzeitlichen Ehe,* Köln 2003; Schwerhoff (wie Anm. 1), bes. 149–167.

5 Vgl. dazu: Hohkamp (wie Anm.), bes. 276–280; Claudia Ulbrich, «Saufen und Rauchen in Steinbiedersdorf. Ein Beitrag zur Erforschung häuslicher Gewalt in der länglichen Gesellschaft des 18. Jahrhunderts», in: *Historische Mitteilungen* 1 (1995), 28–42.

6 Vgl. dazu auch: Linda Gordon, *Heroes of Their Own Lives: The Politics and History of Family Violence,* New York 1988; Elizabeth Pleck, *Domestic Tyranny: The Making of Social Policy Against Family Violence from Colonial Times to the Present,* New York 1987.

7 Seit dem 1. 4. 2004 hält das Strafgesetzbuch (StGB) fest, dass Gewalthandlungen in Ehe und Partnerschaft von Amtes wegen – also auch ohne Antrag des/der Gewaltbetroffenen – als Delikt verfolgt und sanktioniert werden. Im Bereich des Zivilgesetzbuch (ZGB) wird zurzeit eine Gewaltschutznorm diskutiert, wonach die Zivilgerichte künftig zum Schutz der Opfer eine gewalttätige Person anweisen können, die gemeinsame Wohnung zu verlassen. Eine Reihe von Kantonen haben ihr Polizeigesetz schon dahingehend modifiziert oder sind dabei, dies zu tun.

8 Eine Ausnahme bildet hier, wie erwähnt, das Delikt des «Kindsmords», das seit dem 16. Jahrhundert verstärkt als Offizialdelikt behandelt und vergleichsweise streng geahndet wurde. (Vgl. dazu: Richard van Dülmen, *Frauen vor Gericht. Kindsmord in der Frühen Neuzeit,* Frankfurt a. M. 1991; Regina Schulte, *Das Dorf im Verhör. Brandstifter, Kindsmörderinnen und Wilderer vor den Schranken des bürgerlichen Gerichts,* Hamburg 1989; Kerstin Michalik, *Kindsmord. Sozial- und Rechtsgeschichte der Kindstötung im 18. und beginnenden 19. Jahrhundert am Beispiel Preussen,* Pfaffenweiler 1997 (mit weiterführenden Literaturangaben); für die Schweiz Karin Grütter, «Weil ich fürchtete, aus der Stadt entfernt zu werden …». Kindtötung in Basel um 1850, in: Annamarie Ryter, Regina Wecker, Susanne Burghartz (Hg.), *Auf den Spuren weiblicher Vergangenheit / A la recherche du passé féminin, Itinera* 2/3 (1985), 106–119.

9 Bei sexuellen Gewalthandlungen zwischen Erwachsenen und Kindern galt lange Zeit noch

das Verdikt des «Inzests», das Täter wie Opfer gleichermassen unter Verdacht und Strafe stellte. Hier könnte es lediglich bei Vergewaltigungsprozessen zu entsprechenden Anklagen gekommen sein. Vgl. dazu Claudia Töngi, *Um Leib und Leben. Gewalt, Konflikt, Geschlecht im Uri des 19. Jahrhunderts,* Zürich 2004, bes. 311 f.; zum Thema «Inzest» bzw. Kindsmissbrauch vgl. Jutta Eming, Claudia Jarzebowski, Claudia Ulbrich (Hg.), *Historische Inzestdiskurse. Interdisziplinäre Zugänge,* Königstein/Ts. 2003 (vgl. dazu die Besprechung von Claudia Opitz im Rezensionsteil).

10 Vgl. etwa: Lucienne Gillioz, *Domination et violence envers la femme dans le couple,* Lausanne 1997; Corinna Seith, *Öffentliche Intervention gegen häusliche Gewalt. Zur Rolle von Polizei, Sozialdienst und Frauenhäusern,* Bern 2003.

11 Vgl. dazu auch die Rezension von Frédéric Sardet im vorliegenden Heft.

12 Diesem Thema war im Übrigen neulich eine «Soirée» in der MSH Paris Nord gewidmet, an der sich der Soziologe Eric Fassin und die Anthropologin Christelle Hamel beteiligten, die hier über die Veranstaltung berichtet.

13 Shani D'Cruze, Anupama Rao (Hg.), Violence, *Vulnerability and Embodiment, Gender and History* 3 (2004).

14 Zur aktuellen Männlichkeitsforschung vgl. u. a. Ingeborg Breines, Robert Connell, Ingrid Eide (Hg.), *Rôles masculins, masculinités et violence. Perspectives d'une culture de paix,* Unesco 2004.

15 Die Thematik der «häuslichen Gewalt» ist hier lediglich durch zwei Beiträge vertreten, von denen einer die jüngste Rechtsgeschichte in Indien fokussiert (Rajeswari Sunder Rajan, *Rethinking Law and Violence: The Domestic Violence (Prevention) Bill in India,* 2002, 769–93). Der zweite fokussiert literarische Texte aus Ägypten in den 1920er-Jahren (Marylin Booth, *Un/safe/ly at Home. Narratives of Sexual Coercion in 1920s Egypt,* 744–768). Vgl. zur Darstellung ehelicher Gewalt in der viktorianischen Literatur: Marlene Tromp, *The Private Rod: Marital Violence, Sensation, and the Law in Victorian Britain,* Charlottesville 2000.

16 Vgl. dazu: Samira Bellil, *Dans l'enfer des tournantes,* Paris 2002; Fadela Amara (unter Mitarbeit von Sylvia Zappi), *Ni Putes Ni Soumises,* Paris 2003. Weitere Informationen auch unter www.niputesnisoumises.com.